

**Lungone Dromenča,**  
de Marie-Christine Duhalet et Pierre Gadrey



Elles s'appellent Fijuri, Ramiza, Saire, Sabila et Sanela. Cinq femmes roms dont les récits entrelacés disent une vie singulière et une histoire commune. Elles appartiennent à une nation sans territoire, venue d'Inde et sédentarisée en Europe au XIV<sup>e</sup> siècle et qui a connu les persécutions, les pogroms puis l'extermination nazie : 500 000 morts. Ces femmes vivaient au Kosovo, avaient des maisons, une famille, une paix relative. Mais après la mort de Tito, les nationalismes se réveillèrent et elles se retrouvèrent prises en tenaille entre les Serbes et les Albanais.

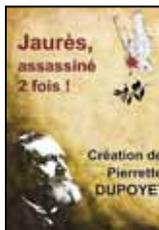
Militants de RESF, les réalisateurs ont fait un film humaniste et engagé, sans pathos ni procès d'intention. Rien n'est dit d'autre que ce qu'elles disent : la vérité d'une malédiction historique à laquelle la France des droits de l'Homme est en train de prendre sa part. A chacun de réfléchir et de prendre ses responsabilités.

**Parce que j'étais peintre**  
de Christophe Cognet



Voici un film longuement médité, fruit de recherches dans toute l'Europe et en Israël, de tournages dans les grands camps de concentration et d'extermination, et de rencontres avec de nombreux artistes et conservateurs de musées. Il faut dire que le sujet requiert immensément de justesse et d'intelligence : les dessins faits par des déportés des camps, retrouvés par miracle ou réalisés de mémoire dès la fin de la guerre, ainsi que des œuvres graphiques ou picturales plus récentes d'artistes rescapés traitant du même sujet.

Comment dessiner dans le camp ? En volant un bordereau, un bout de journal, du papier d'emballage. Surtout en se cachant. Et en cachant ses dessins, par exemple le carnet retrouvé dans les fondations d'une baraque à Birkenau. Le sinistre retour, ces temps-ci, de la parole antisémite devrait suffire à justifier la nécessité de ce film. Il apporte une contribution nouvelle à la connaissance historique. Il se trouve en plus que c'est un travail admirable.



**Jaurès assassiné deux fois**

un spectacle de Pierrette Dupoyet

**ATTENTION DERNIÈRE SEANCE**  
**LE 13 AVRIL**

Au Théâtre de la Vieille Grille du 6 au 13 avril en semaine à 20h30, le dimanche à 15h.

**LES EMISSIONS SUR RADIO LIBERTAIRE 89.4 FM**



Chaque mois, une section de la Ligue des Droits de l'Homme est invitée à construire une émission de deux heures, diffusée le vendredi dans le cadre de "L'invité du vendredi" de 19h à 21h.

4 avril : Paris 8/17 - De quoi les Roms sont ils le nom? Mensonges et choses non dites à leur sujet. Invité-es : Laurent Ott, Familles Roms roumaines

2 mai : Fédération de Paris

Radio Libertaire stocke maintenant ses émissions en MP3 sur son site, à l'adresse : <http://media.radio-libertaire.org/php/grille.php>. Elles peuvent être téléchargées pendant une semaine : aller

**« Braddock America »**  
de Jean-Loïc Portron et Gabriella Kessler



Le sujet du film est Braddock, une petite ville américaine de Pennsylvanie. Il montre un visage mal connu de l'Amérique, loin des grandes villes, loin aussi des banlieues qui font la force de ses entreprises de haute technologie d'aujourd'hui. Braddock, cette ville de quelques milliers d'habitants, a joué un rôle important dans l'histoire des Etats-Unis. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, avant l'indépendance, elle fut le lieu d'une bataille entre les armées anglaise et française, à laquelle le jeune George Washington fut mêlé. Au XIX<sup>e</sup> siècle et au XX<sup>e</sup>, elle fut le siège d'une des plus grandes aciéries du pays, appartenant à l'US Steel, la compagnie de Carnegie. L'usine a fermé dans les années 1980, et la ville est presque morte.

Le film n'est pas seulement nostalgique. Il montre la souffrance et la dénonciation de l'abandon passé, l'inquiétude face à l'avenir, mais aussi la chaleur humaine et l'énergie vitale pour repartir en avant.



**Parution d'Hommes & Libertés**  
**n° 165**

**Le symptôme rom**  
**et**  
**Europe : quelles sorties de crises ?**

(mars 2014)

**Prochaine réunion de section**  
**jeudi 15 mai 2014 à 20h**

Le sujet n'est pas définitivement arrêté:  
Europe ? Traitée transatlantique ?

à la Maison des Associations, 11 rue Caillaux - 75013  
M<sup>e</sup> Maison Blanche



**Contacts**

n°35 - avril 2014

**Permanence d'aide et d'information juridique des étrangers:**  
le samedi matin de 10h à 12h à la Maison des Associations, 11 rue Caillaux - 75013

**Ligueurs au prétoire:**  
Contacts :  
Marianne Wolff  
[marianne.wolff@wanadoo.fr](mailto:marianne.wolff@wanadoo.fr)  
01 45 81 69 15

**RESF**  
Permanences:  
tous les samedis de 10h à 12h - les 2ème et 4ème mercredis de 15h à 17h à la Maison des Associations, 11 rue Caillaux - 75013  
M<sup>e</sup> Maison blanche  
Contact : Jocelyne Vaudenay [jvaudenay@gmail.com](mailto:jvaudenay@gmail.com)

**Permanences étudiants étrangers (RUSF/LDH)**  
à la faculté de droit  
le samedi matin de 10h à 12h  
12 place du Panthéon 5ème  
Camille Billmann  
[billmann.camille@neuf.fr](mailto:billmann.camille@neuf.fr)  
Marion Ballet: 06 64 66 78 01

Alice Bertin  
[alice.bertin0086@orange.fr](mailto:alice.bertin0086@orange.fr)  
01 42 72 55 35  
06 76 74 81 71

**Groupe Etudiants:**  
Contact:  
Paul Robin [ldhomme.513@gmail.com](mailto:ldhomme.513@gmail.com)

sur le site Tolbiac de Paris 1  
le mercredi de 12h à 14h  
contact :  
[ldhomme513@gmail.com](mailto:ldhomme513@gmail.com)

**Diffusion des tracts:**  
Actuellement :  
marchés Blanqui - Jeanne d'arc - Maison Blanche, Mouffetard le dimanche matin, selon actualité et disponibilités - et d'autres lieux selon les contenus traités  
Contact : Martine Common : [common.martine@wanadoo.fr](mailto:common.martine@wanadoo.fr)

**Deux expositions recommandées par Alice:**

**Jean-Jaurès**

**"Regards sur les ghettos"**

Cette exposition propose une vision sur de nombreux ghettos de Lituanie et de Pologne pendant la seconde guerre mondiale. Nous ne connaissons, souvent, que les plus grands, comme Varsovie, Lodz ou Kaunas. L'intérêt de cette exposition tient, certes, à la diversité et au grand nombre de ces photos mais aussi à l'analyse et à l'étude historique qui en



son faites.  
Comment? Par qui? Pourquoi ont elles été prises ? Propagande? Témoignage? Résistance? Dénonciation pour l'histoire?

jusqu'au 28 septembre 2014 au mémorial de la Shoah, 17 rue Geoffroy L'Asnier, Paris 4 - tous les jours, sauf le samedi, de 10h à 18h, et le jeudi jusqu'à 22h.

Les archives nationales et la Fondation Jean Jaurès nous invitent à découvrir à travers des objets, des photos, des documents d'archives et des vidéos la vie et les engagements de cette grande figure politique. Cette exposition nous fait mieux connaître l'homme dans toutes les étapes de sa vie, dans ses grands moments d'action près des mineurs de Carmaux, son déplacement à Berlin dès 1912 pour défendre la paix, sa création du journal l'Humanité, et bien sûr ses brillantes interventions à l'Assemblée Nationale.



La ligne constante de sa vie est celle d'un homme attaché aux principes de la République et les commissaires de cette exposition nous le montrent dans toute son énergie.

aux Archives Nationales  
Du 5 Mars au 2 Juin 2014  
- Horaires : 10h-17h30  
semaine | 14h-17h30  
week-end | fermé le mardi

## SYRIE - lancement du site internet free-syrian-voices.org

Le site internet [free-syrian-voices.org](http://free-syrian-voices.org) a été lancé cette semaine par des ONG internationales [1] afin d'attirer l'attention sur le sort des militants de la société civile syrienne visés pour leur travail ou pour leur militantisme pacifique, à l'image des défenseurs des droits de l'homme, des travailleurs humanitaires et des journalistes.

Depuis le début de la crise syrienne il y a trois ans, ceux-ci ont continuellement été arrêtés ou enlevés par les forces gouvernementales, les milices pro-gouvernementales ou des groupes armés non étatiques. Le site [free-syrian-voices.org](http://free-syrian-voices.org) présente 37 cas emblématiques partie infime de l'ensemble des personnes visées. D'autres cas seront présentés dans les prochaines semaines.

« Des milliers de civils ont été arrêtés, enlevés, torturés voire parfois tués, d'autres encore sont disparus, simplement pour avoir exercé des droits fondamentaux comme la liberté d'expression, de rassemblement et d'association ; ou encore, pour avoir fourni des soins médicaux aux malades et aux blessés, ou de l'aide humanitaire aux civils. Leur dévouement ne doit pas rester vain. Nous devons continuer à faire entendre leurs voix et à agir pour leur libération. », ont déclaré les ONG lors du lancement de ce projet.

[1] Amnesty International, la FIDH, Front Line Defenders, Human Rights Watch, Reporters sans frontières et le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH)

## La réforme pénale

- Un tract est en cours de finalisation, travail long et difficile étant donné la complexité du sujet. Si vous souhaitez participer à sa diffusion faites-vous connaître.

- Des membres des groupes « ligueurs au prétoire » et « réforme pénale » ont fait le projet d'assister à la première séance de présentation du projet de loi qui était prévu le 14 avril, mais le début de l'examen du texte a été reporté du fait du changement de gouvernement survenu en début de semaine. (Vous en avez sans doute entendu parler). Nous espérons que ce n'est que partie remise

La ministre a reconnu que l'ouverture de la session parlementaire par l'examen de ce projet de loi aurait desservi le texte. Elle dit attendre du Parlement qu'il redonne de la «cohérence» au texte du projet de loi dont l'efficacité a été «altérée» par les arbitrages du gouvernement précédent.

## Communiqué commun LDH, Licra, Mrap et SOS Racisme - Paris, le 8 avril 2014

### Hénin-Beaumont : la démocratie hors les murs ?

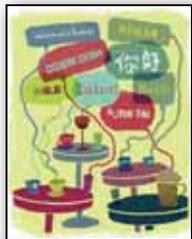
Entre les deux tours des municipales, Marine Le Pen déclarait, dans un entretien au journal *Le Monde*, « les associations doivent être mises au pied du mur, en leur disant qu'elles ne doivent pas intervenir dans le débat politique ». Dans la foulée de son élection comme maire d'Hénin-Beaumont, Steeve Briois est passé à l'acte en expulsant la section de la LDH de la ville du local qu'elle occupait précédemment, tout comme d'ailleurs le Secours populaire. Le tout nouveau maire a justifié de son geste en arguant qu'il n'avait aucune raison de ménager une association qui avait combattu et combattait ses idées. L'incident illustre la conception qu'a le Front national de la confrontation d'idées : celles qui lui sont favorables sont bienvenues, les autres sont « mises au pied du mur », voire hors les murs...

Convaincus que la défense des libertés et de la démocratie est indivisible des valeurs que nous défendons ensemble et des combats communs contre le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie et toutes les discriminations, nous en appelons à la vigilance et à la mobilisation de toutes et tous.

Nous invitons les citoyennes et les citoyens, à Hénin-Beaumont comme partout ailleurs, à ne pas se laisser impressionner, à dénoncer et condamner les mesures de haine et d'exclusion, à placer sous leur protection commune les droits et libertés qui sont le cœur battant de la démocratie.

## RUSF : Le Réseau Université Sans Frontière a mis en place un café polyglotte à la fac Tolbiac.

Le café polyglotte de Paris 1 existe depuis le début de l'année universitaire 2013-2014. Il se tient au centre Pierre Mendès-France, rue de Tolbiac.



Un jeudi par mois, des étudiants étrangers et français de l'université viennent se retrouver autour d'un verre pour échanger dans toutes les langues. L'idée est de découvrir de nouvelles cultures, de faire de nouvelles rencontres et de lutter contre l'isolement des étudiants étrangers à l'université. On peut aussi y trouver des informations sur les expositions, spectacles et festivals qui ont lieu à Paris.

### RUSF Paris 1 souhaite resserrer les liens avec notre section :

partager des informations en particulier sur les permanences juridiques, mener des actions communes, des formations. RUSF propose de diffuser systématiquement les annonces de débats ou de projection de notre section. La LDH Paris 5/13 a soutenu les revendications exprimées par RUSF lors de la journée nationale organisée par l'UNEF "Pas de frontières dans nos amphithéâtres", le 8 avril dernier. L'important est de mener conjointement le combat politique : il a donc été décidé d'organiser ensemble des diffusions de tracts ou de matériel d'information sur la situation des étrangers et sur nos revendications.

Deux projets d'action ont été arrêtés :

- d'une part, tenir ensemble une table fournie et autonome lors de Festival Etudiant Contre le Racisme qui a eu lieu début avril, et y affirmer nos positions et nos revendications quant à la « politique migratoire »
- d'autre part, comme le débat sur le droit d'asile et sur le statut des étudiants devrait arriver en avril au Parlement, ce qui coïncidera d'ailleurs avec la campagne de l'Unef sur les étudiants étrangers, organiser la réunion d'un collectif d'associations et de syndicats (Ldh, Rusf, Resf, Gisti, Cimade, Unef, Solidaires) pour définir des revendications précises et mettre en place une mobilisation destinée à les défendre. Pour un avenir peut-être légèrement plus lointain, il a été aussi décidé :
  - de s'associer pour mener une campagne auprès de l'administration de l'université pour améliorer la situation des étudiants étrangers
  - de travailler ensemble au sein d'un éventuel mouvement à venir pour le droit de vote des étrangers.

## COLLECTIF Mineurs Isolés Etrangers

La LDH appartient à ce collectif (une vingtaine d'organisations et associations) qui s'est réuni le 2 mars dernier.

La plupart des associations parties prenantes de ce collectif était représentées.

Depuis le 31 mars 2013 une circulaire dite "dispositif Taubira" organise la répartition des mineurs isolés dans les différents départements. Ce dispositif est accompagné d'un comité de suivi et l'évaluation doit en être prochainement faite. Les associations du collectif MIE se proposent d'en faire une contre-évaluation. Dans cette perspective la LDH a proposé un questionnaire qui va être adressé à toutes les sections: il s'agit de disposer d'éléments d'appréciation nationaux.

Certains départements ont mis en place un "Observatoire de la situation des MIE".

## RESF

Beaucoup de jeunes étrangers, majeurs ou mineurs, isolés ou accompagnés de leurs familles sont scolarisés sur nos arrondissements où ils sont néanmoins peu installés étant le plus souvent hébergés sur la rive droite. RESF a pu prendre contact avec des enseignants et organiser des rencontres dans un lycée. Cette prise de contact devrait leur faciliter l'accès à ces jeunes à notre permanence.

La situation est dramatique pour un certain nombre de jeunes dont les documents d'identité attestent la minorité : la validité de ces documents est régulièrement contestée. La plupart des juges pour enfants qui doivent statuer sur la mise en place d'une ordonnance de placement provisoire ne respectent pas les recommandations de l'Unicef, ni de la Haute Autorité de santé en matière d'évaluation de l'âge et les tests osseux sont pratiqués, au mépris des documents d'état civil. Une juge a refusé de prendre en compte une carte d'identité malienne car rien ne lui prouvait qu'elle était valide. Elle n'a pas saisi le bureau des fraudes documentaires et s'est donc basée sur sa seule intuition pour demander une Evaluation de la Maturité Osseuse. Cette évaluation est pratiquée à l'Hôtel-Dieu, sur réquisition des juges donc, par des praticiens dont la compétence technique n'a pas à être mise en doute, mais dont on s'étonne qu'ils pratiquent aussi facilement un acte très contesté quant à la validité de ses résultats.

Les recommandations du Défenseur des droits, fin décembre 2013 "de nombreux mineurs isolés étrangers se voient déclarés majeurs, même munis de papiers d'identité attestant de leur minorité. Le doute doit systématiquement leur profiter", sont restés sans effet.

Lorsque les tests concluent à un âge physiologique supérieur à 18 ans ... les jeunes sont mis à la rue. Pour la plupart ils poursuivent néanmoins leur scolarité, conscients que c'est leur seule "bouée de sauvetage". Les enseignants des classes de socialisation et d'intégration, des classes d'accueil, et aussi de classes de CAP ou de préparation au bac professionnel qui accueillent nombre de ces jeunes sont atterrés de leurs conditions de vie.

Jean Luc Einaudi est mort samedi 22 mars.

Son livre « La bataille de Paris », paru en 1990, a fait connaître le drame sanglant qui s'est déroulé à Paris le 17 octobre 1961, et qui avait été complètement occulté par les autorités françaises.

Ce jour-là, en réplique au couvre-feu appliqué aux seuls nord africains (terme de l'époque), une manifestation pacifique d'algériens a lieu Boulevard saint Michel. Une terrible répression s'en suit, pilotée par le préfet de Police de Paris, de sinistre mémoire, Maurice Papon. Des algériens sont soumis à des brutalités policières, parqués, humiliés, certains sont jetés à la Seine. Il y aura beaucoup de morts.

Jean Luc Einaudi n'a eu de cesse tout au long de ces années que l'Etat français reconnaisse enfin ce crime. Il avait notamment témoigné lors du procès de Maurice Papon, en 1997, devant la cour d'assises de Bordeaux, de cette répression sanglante.

En 2012, à l'occasion du 51<sup>e</sup> anniversaire de la manifestation, François Hollande a enfin reconnu, au nom de la République, la « sanglante répression » au cours de laquelle ont été tués « des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ». Mais il reste sans doute encore pas mal de choses à dévoiler sur cette période.

## Appel de RESF à la manifestation du 12 avril.

Le 12 avril, à Paris, marche nationale pour l'égalité, l'espoir, la lutte contre toutes les injustices, à l'appel de personnalités, de personnalités du monde associatif, syndical et politique.

Sans nécessairement reprendre à son compte l'ensemble des revendications mises en avant en particulier dans les domaines économiques et social, le Réseau Education sans frontières entend participer pleinement à cette manifestation. Parce que nous avons besoin d'espoir alors que la politique du gouvernement désespère son propre électoralat et tous ceux qui rêvaient d'un changement après des années de droite. Ensuite parce que, comme l'ensemble des milieux populaires, les jeunes et les familles sans papiers sont victimes d'une politique de précarisation et d'exclusion. Mais aussi parce qu'ils subissent, comme tous les sans papiers, la politique du gouvernement en matière d'immigration, incarnée par Manuel Valls.

Même débarrassée des discours aux relents racistes de la période Sarkozy (à l'exception des propos de Valls sur les Roms), la politique du gouvernement Ayrault à l'égard des sans papiers ne marque pas de rupture significative avec celle de Guéant et compagnie. Valls est fier de faire davantage d'expulsions qu'Hortefeux, Besson et Guéant. Il se vante d'appliquer avec fermeté des lois, des textes et des procédures... ceux-là même mis en place par dix années de Sarkozy à l'intérieur puis à l'Élysée !

Cette attitude du gouvernement accrédite l'idée que si les mots peuvent changer et si des aménagements peuvent être trouvés à la marge, il n'est qu'une seule politique possible en matière d'immigration : celle élaborée par Sarkozy et appliquée par Valls.

C'est grave pour le présent et dangereux pour l'avenir. Les résultats des élections municipales, le rejet du gouvernement que traduit l'abstention, la progression de la droite, le « triomphe » du FN sont les fruits de la politique voulue par François Hollande dans le domaine de l'immigration et les autres. Ils sont annonciateurs, si rien ne change, d'un 21 avril 2017 suivi de dix ou quinze années de pouvoir de la droite pain au chocolat. Ou pire encore. Revenue au pouvoir cette droite aura beau jeu de s'appuyer sur les paroles et les actes de Valls et de Hollande pour justifier les mesures les plus : celles que l'extrême-droite appelle de ses vœux.

Pour le présent et pour l'avenir, il faut que change pour de bon, et vite, la politique du gouvernement à l'égard de l'immigration aussi.

Les jeunes et les familles sans papiers, ceux qui dans les établissements scolaires, dans les quartiers leur manifestent soutien et amitié, le diront le 12 avril dans la rue, solidaires de tous ceux qui ont à souffrir des conséquences des décisions injustes de ce gouvernement.